

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT DES BEAUX-ARTS

COMMISSION DES MONUMENTS HISTORIQUES

RAPPORT

SUR LES MESURES A PRENDRE

POUR ASSURER LA

CONSERVATION

DES

MONUMENTS MÉGALITHIQUES



PARIS

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER

A. CHAIX ET C^{ie}

RUE BERGÈRE, 20, PRÈS DU BOULEVARD MONTMARTRE

1881

REPORT

ON THE

CONSERVATION

OF THE

WATER RESOURCES OF THE
STATE OF NEW YORK
BY
THE
COMMISSIONERS OF THE
DEPARTMENT OF THE
ENVIRONMENT AND
CONSERVATION
ALBANY, N. Y.
1964

RAPPORT

SUR LES MESURES A PRENDRE

POUR ASSURER LA

CONSERVATION

DES MONUMENTS MÉGALITHIQUES

Si l'état actuel de la science ne permet pas de déterminer avec certitude l'âge, l'origine et la signification des monuments mégalithiques, si les obscurités qui enveloppent le passé mystérieux de notre race, sur notre propre sol, ne sont pas encore dissipées, personne au moins ne conteste le puissant intérêt qui s'attache à la conservation de ceux de ces monuments que nous rencontrons dans notre pays.

Dès les premiers jours de son organisation, la Commission des Monuments historiques s'est préoccupée

de préserver les différents monuments mégalithiques qui subsistent encore en France, de la destruction dont ils sont menacés. Malheureusement, la plupart de ces monuments appartiennent à des particuliers sur lesquels l'Administration n'a aucune action. De nouveaux efforts doivent être tentés pour protéger ceux de ces monuments dont l'existence est actuellement compromise.

Il n'est pas probable, en effet, que le Parlement statue prochainement sur le projet de loi dont il est saisi et qui a pour but d'assurer, par des dispositions spéciales, la conservation des monuments et des objets d'art. Cependant les rapports qui arrivent de différents côtés signalent à l'Administration l'urgence des mesures à prendre.

Dans ces circonstances, M. le Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts nous a demandé de rechercher les voies et moyens qui, en attendant le vote de la loi projetée, permettraient d'atteindre le plus sûrement et le plus promptement possible le résultat qu'il importe d'obtenir.

Le cadre de notre travail se trouve donc restreint à l'examen des mesures que, dans l'état actuel de la législation, l'Administration peut prendre pour assurer la conservation des monuments mégalithiques, ou

pour parler plus exactement, des monuments historiques en général.

La première condition à réaliser est le classement des monuments qu'il sera reconnu nécessaire de conserver. Bien que ce classement ne crée aucun droit, soit au profit du propriétaire, soit au profit de l'Etat, il est bon qu'une nouvelle vérification constate l'intérêt qui s'attache à la conservation de ces vestiges du temps passé. D'ailleurs le classement n'aura pas seulement pour effet de signaler les monuments à l'attention des propriétaires, des communes ou des départements, il sera la preuve incontestable que non seulement leur conservation est d'utilité publique, mais que les sacrifices que l'Administration consentira à s'imposer, sont absolument nécessaires ; il est donc indispensable que la liste sur laquelle seront inscrits les monuments dont nous nous occupons soit dressée avec une sévérité d'autant plus grande que les effets de ce classement seront plus considérables sur les droits privés.

Le classement opéré, quels sont les moyens dont dispose l'Administration pour assurer la conservation des monuments compris dans ce classement ?

Pour ceux qui appartiennent aux communes et aux départements, nous ne rencontrerons pas de grandes

difficultés : l'Administration rappellera aux autorités locales que c'est à elles qu'il appartient de veiller sur les monuments que possèdent les communes ou les départements, et qu'elle est toujours disposée à leur venir en aide dans les sacrifices qu'ils se proposent de faire. Nous sommes convaincu que, dans la plupart des cas, les départements et les communes comprendront qu'il est de leur intérêt de ne pas laisser périr ces monuments ; si le concours de l'Etat leur est assuré ils n'hésiteront pas à prendre les mesures nécessaires à leur conservation.

Quant aux monuments qui appartiennent aux particuliers, il sera difficile, sans doute, de les préserver de la destruction qui les menace. Nous ne croyons pas cependant qu'il soit impossible d'en assurer la conservation, et nous allons entreprendre de le démontrer brièvement.

Nous faisons observer en passant, que dans le cas où les communes et les départements, soit par incurie, soit par mauvais vouloir, se refuseraient à seconder les vues de l'Administration supérieure, les mesures à prendre vis-à-vis des particuliers pourraient également leur être appliquées.

Nous pensons que pour atteindre le but qu'elle poursuit l'Administration peut recourir à trois me-

sures: les *primes annuelles*, les *subventions*, l'*expropriation*. Nous examinerons séparément chacun de ces moyens.

1° Primes annuelles. — Le système qui consisterait à donner, aux propriétaires des monuments mégalithiques, des primes annuelles, présenterait peut-être bien des difficultés dans la pratique, mais il n'est assurément pas contraire à la loi. Par la convention qui interviendrait, l'Etat s'engagerait, pendant un temps donné, à payer chaque année une somme au propriétaire d'un monument pour qu'il le conserve : de son côté, le propriétaire prendrait l'engagement de garder ce monument intact, pendant le même temps que cette somme lui serait payée. Mais ce contrat ne constituerait pas une servitude inhérente à la propriété, les servitudes ne pouvant se créer que sur un héritage, pour l'usage et l'utilité d'un autre héritage (article 637 du Code civil).

La convention ainsi consentie ne constituerait qu'une obligation personnelle, dont l'inexécution par le propriétaire, ou par ses acquéreurs, ou par ses héritiers, se résoudrait en une action en dommages-intérêts au profit de l'État. L'Administration ne rencontre donc aucun obstacle légal lui interdisant l'emploi de pareilles conventions ; si elle entrait dans cet

ordre d'idées, elle ferait préparer par un de ses Conseils judiciaires un projet de contrat qui nous serait ultérieurement soumis et dans lequel il serait stipulé que l'obligation n'est consentie que pour une période quinquennale. Dans le cas où ce délai paraîtrait trop court, il serait facile de le prolonger, mais il ne faut pas oublier d'une part qu'il s'agit d'un essai, et, d'autre part, qu'avant l'expiration de ce délai, le législateur aura statué sur les droits dont il est nécessaire d'armer l'Administration pour assurer la conservation des monuments historiques et des objets d'art.

Quant au montant de la prime, il sera fixé d'après les renseignements transmis à l'État par ses agents. Nous indiquerons encore, comme pouvant être tentée, la location des terrains sur lesquels se trouvent les monuments, à la condition que le bailleur ne s'y réserve pas, en cas de vente, le droit d'expulser le locataire. (Voir article 1743 du Code civil.)

2° *Subventions.* — Pour les monuments qui sont la propriété des départements ou des communes, l'Etat pourrait contribuer par des subventions, soit en argent, soit en nature, aux différents travaux d'entretien, de nivellement, etc. qu'il y aurait lieu de faire, et exiger en échange, comme condition de son concours, l'engagement de n'altérer en rien les monu-

ments dont il s'agit. La Commission devrait, dans tous les cas, insister vivement auprès des communes et des départements pour les engager à acquérir de gré à gré les monuments appartenant aux particuliers et qui se trouvent sur leur territoire, et leur allouer, à cet effet, de larges subventions.

3^e *Expropriation*. — Il est enfin un troisième moyen dans lequel nous avons une confiance plus grande et qui, tout en étant irréprochable au point de vue légal, n'offrira dans la pratique aucun inconvénient, à la condition de le restreindre au cas où l'utilité publique de la conservation du monument sera incontestable. Ce moyen, c'est l'expropriation. En insistant, au début de ce travail, sur la nécessité d'un classement rigoureux, nous avons surtout en vue l'application de cette mesure.

L'Administration ne paraît pas fixée sur la nature et l'étendue de ses droits en cette matière, cependant l'expropriation nous semble le seul moyen d'assurer la conservation des monuments historiques en général, nous croyons donc utile de préciser ici l'état de la législation, de la doctrine et de la jurisprudence sur cette importante question.

Bien avant la loi du 3 mai 1841, qui régit aujourd'hui l'expropriation pour cause d'utilité publique,

il avait été reconnu qu'il n'était pas indispensable d'avoir à effectuer des travaux pour obtenir le droit d'exproprier. La question avait été soulevée notamment lors de la discussion de la loi du 8 mars 1810 dans la séance du Conseil d'État du 4 janvier de la même année, et il avait été reconnu alors que l'acquisition d'un édifice appartenant à un particulier pourrait être déclarée d'utilité publique, quand même l'Administration ne le réclamerait pas pour y exécuter des travaux, quand même elle n'aurait que l'intention de le conserver, d'empêcher sa destruction pour des motifs d'intérêt général.

En ce qui concerne spécialement l'acquisition des monuments historiques, la question fut posée d'une manière plus précise encore pendant la discussion de la loi du 3 mai 1841; MM. Pérignon et Vatout proposaient un article spécial permettant à l'État d'acquérir un monument historique par application de la loi générale d'expropriation.

Le Gouvernement repoussa cette proposition qui fut rejetée par le motif que l'article 3 de la loi suffisait pour conserver le droit qu'on voulait expressément écrire dans un article additionnel : « Ce n'est » pas une question, avait dit le Garde des Sceaux, l'« utilité publique n'est pas purement matérielle; les » traditions nationales, l'histoire, l'art lui-même, ne

» sont-ils pas en effet d'utilité publique, aussi bien
» que les ponts, les arsenaux et les routes? »

Cette interprétation de la loi générale est approuvée et enseignée par tous les auteurs qui font autorité en cette matière, et auxquels nous avons, en grande partie, emprunté ces détails. (Voir, notamment, MM. Delalleau, Daffry de la Monnoye, Dalloz.)

La jurisprudence est également fixée dans le même sens : nous avons retrouvé plusieurs exemples mémorables de l'application de la loi de 1841 à des monuments historiques dans un article dont l'auteur est un des hommes qui ont le plus contribué, en réveillant dans notre pays le culte du passé, à conserver à la France cette partie de son patrimoine national et de ses trésors intellectuels; nous avons nommé Mérimée :

« Le chœur de l'église de Cunault (Maine-et-Loire),
» dit l'illustre écrivain, aliéné pendant la Révolution,
» était devenu propriété particulière tandis que la
» nef était demeurée affectée au culte. L'Administra-
» tion a obtenu l'expropriation du chœur et l'a
» réuni à l'église dont il faisait partie.

» L'intérieur et les abords des théâtres antiques
» d'Arles et d'Orange et l'amphithéâtre romain de
» la première de ces villes étaient obstrués par des

» maisons modernes appartenant à des particuliers;
» le Ministère a fait exécuter l'expropriation de toutes
» les constructions modernes bâties sur le sol antique
» de ces monuments, et même de celles qui en gê-
» naient l'accès.

» Les possesseurs de salles ou de caves antiques
» dépendant de ces mêmes édifices, ont été pareil-
» lement expropriés. »

Cette application de la loi du 3 mai 1841 n'était d'ailleurs que la conséquence des prescriptions édictées par l'Administration au lendemain même de la promulgation de la loi, ainsi que cela résulte d'une circulaire adressée aux préfets par le Ministre compétent, à la date du 1^{er} octobre 1841, et dans laquelle il était dit : « Si les prétentions des propriétaires étaient » exagérées, il y aurait lieu de recourir aux disposi- » tions de la loi sur l'expropriation pour cause » d'utilité publique. »

Enfin, un dernier précédent, par sa date récente et son objet spécial, est de nature à exercer une grande influence sur les décisions qui interviendront désormais en cette matière.

En 1874, le Ministre de l'Intérieur présentait au Conseil d'Etat un projet de décret tendant à faire autoriser la commune de Carnac à acquérir par voie

d'expropriation une partie des célèbres alignements situés sur son territoire.

Nous ne pouvons faire connaître ici les détails de la discussion à laquelle le Conseil d'État s'est alors livré sur la question qui lui était soumise. Nous dirons seulement que si l'utilité et l'opportunité du projet de décret ont pu être contestées, aucune difficulté ne s'est élevée sur l'application de la loi de 1841.

Dans la séance du 28 mai 1874, le Conseil d'Etat adopta le projet dont il était saisi et déclara d'utilité publique la conservation des monuments de Carnac en autorisant en outre la commune à les acquérir par voie d'expropriation; le décret est intervenu le 8 juin 1874.

Ainsi la question est définitivement tranchée et l'est précisément à l'occasion de monuments de la nature de ceux qui font l'objet de cette étude.

Malheureusement, ce décret d'une importance aussi considérable est resté sans effet; nous avons tenu à nous informer de la suite qui avait dû lui être donnée, et il résulte des renseignements que M. le Ministre de l'Intérieur nous a transmis, qu'il a été procédé, après la notification du décret, à l'enquête prescrite par le titre II de la loi du 3 mai 1841, mais que l'affaire a été abandonnée, à raison des réclamations

des propriétaires et sur le refus du Conseil municipal de contribuer à la dépense.

Nous regrettons profondément que cette affaire dans laquelle l'Administration avait obtenu une reconnaissance si formelle de ses droits par l'autorité la plus compétente en la matière, n'ait pas reçu la solution qu'elle comportait. Quoi qu'il en soit, la question de principe n'en reste pas moins résolue, et il n'est pas à craindre qu'un revirement de jurisprudence vienne compromettre le résultat obtenu.

En résumé, nous pensons que même dans l'état actuel de la législation, et sans qu'il soit besoin d'attendre la promulgation d'un texte spécial, l'expropriation pour cause d'utilité publique est le seul moyen pratique d'assurer la conservation des monuments historiques. L'Administration devra d'abord essayer de faire acquérir soit par les communes, soit par les départements ceux de ces monuments qui appartiennent aux particuliers. Pour faciliter ces acquisitions de gré à gré, le Ministère de l'Intérieur, d'une part, et la Commission des Monuments historiques, d'autre part, devront y contribuer par de larges subventions.

Si les départements ou les communes, ne comprenant pas que la conservation de ces anciens monu-

ments les intéresse autant qu'elle les honore, refusent de tenter leur acquisition, c'est alors à la Commission des Monuments historiques qu'il appartiendra d'agir.

La Commission devra toujours essayer, avant de recourir à l'expropriation d'une série de monuments, de réaliser quelques acquisitions de gré à gré, afin de démontrer au jury l'exagération des prétentions des propriétaires, dont l'avidité va toujours croissant. Elle fixera chaque année, d'après ses crédits, les opérations qu'il sera nécessaire d'entreprendre, en ayant bien soin de ne solliciter la déclaration d'utilité publique que pour les monuments qu'il est d'un intérêt général de préserver de la ruine dont ils sont menacés.

Les autres moyens que nous avons examinés peuvent être tentés à titre d'essai, mais, encore une fois, l'expropriation peut seule empêcher la destruction définitive de ces vestiges du passé que l'antiquité de leur origine et nos traditions nationales nous font un devoir de conserver.

Nous devons faire observer, en terminant, que si les mesures que nous venons d'examiner peuvent être appliquées aux monuments historiques en général, et spécialement aux monuments mégalithiques, il ne faut pas oublier cependant qu'on a compris aussi sous le nom de monuments historiques des ouvrages d'art meubles, tels que les couronnes des rois Goths, qui

se trouvent au musée de Cluny, des tapisseries, des rétables, des statues, des tableaux et des objets divers auxquels, dans l'état de notre législation, l'application de ces mesures ne saurait être étendue.

La loi actuellement à l'étude pourra seule, par une disposition spéciale, permettre d'assurer la conservation de ces objets également précieux.

Le Conseiller d'État,

Membre de la Commission des Monuments historiques,

A. TÉTREAU.

Paris, 8 janvier 1881.